

Burundi : attaque armée contre une position militaire près de la frontière rwandaise

@rib News, 19/11/2019 – Source Agence Anadolu Une position militaire burundaise située dans la commune de Mabayi, province Cibitoke (110 Km de Bujumbura) au nord-ouest du Burundi a été attaquée par des hommes armés, a déclaré lundi soir la télévision d'État le major Emmanuel Gahongano au nom du ministre de la Défense.

« La position attaquée est située sur le Mont Twinyoni, près de la frontière avec le Rwanda », a-t-il déclaré dans un bref communiqué lu à la télévision. Le major Gahongano a, en outre, affirmé que cette attaque a été perpétrée le 17 novembre vers 2 heures du matin (00 h GMT) par « un groupe armé de fusils en provenance du Rwanda ». « Ce groupe s'est replié au Rwanda après le forfait », a-t-il indiqué sans donner le bilan de cette attaque. Contacté mardi par Anadolu, un officier de l'armée burundaise a précisé, sous couvert d'anonymat, que cette attaque a fait « des morts » parmi les militaires burundais qui étaient sur cette position. Ce bilan a été confirmé par d'autres sources. Parmi les victimes se trouve le major Ruvorien Ngomirakiza, chef de cette position militaire. Lundi, plusieurs autres militaires burundais ont été blessés sur cette position assaillie. Sans revendiquer ouvertement cette attaque, un mouvement rebelle nommé Front révolutionnaire burundais (FRB-Abarundi), a donné le bilan mardi via twitter. Du côté de l'armée il fait état de « 38 morts dont le major chef de poste, 100 disparus et beaucoup d'armes saisies ». Le Rwanda n'a pas encore réagi. Frontalière du Rwanda et de la République démocratique du Congo, la province burundaise de Cibitoke est depuis près de cinq ans en proie à des attaques armées perpétrées par des mouvements rebelles qui sapent le régime du président Pierre Nkurunziza. En octobre dernier, le mouvement rebelle Résistance pour un Etat de droit, RED-Tabara a revendiqué une attaque contre des militaires burundais dans la province voisine de Bubanza (25 km de Bujumbura) vers le nord-ouest. La tension monte d'un cran alors que le pays est à sept mois des élections générales.